

ANALYSE ET SUIVI
DU CHANGEMENT SOCIAL
ET DE L'OPINION PUBLIQUE
DANS LES COMMUNES
DU GRAND PROJET des VILLES

RAPPORT D'ETUDES

PHASE 2 - décembre 2009

❑ **Etude réalisée sous la direction de :**

- Daniel MANDOUZE, sociologue-urbaniste

❑ **Avec la collaboration de :**

- Céline MESSEGUE, urbaniste
- Léa NITARO, psychosociologue

○ **En association avec BAZE *sh* :**

- Marie-Laure BARRAQUET, sociologue
- Manon ZELLNER, psychosociologue

I • RAPPEL DES ELEMENTS ISSUS DE LA PHASE 1 3

I - 1 – Rappel des objectifs et de la méthode

- Rappel des objectifs généraux
- Rappel des principaux éléments de méthode

I - 2 – Les éléments d'analyse issus de la phase 1

- Les questions relatives au renouvellement urbain
- Principales tendances observées
- La question des temporalités

II • PRESENTATION DE LA PHASE 2 7

II – 1 Adaptations méthodologiques pour la phase 2

- Un protocole simplifié
- Les sites enquêtés
- L'échantillon : tableaux

II – 2 Les objectifs de l'enquête en phase 2

III • PERMANENCES ET EVOLUTIONS DANS LES REPRESENTATIONS ET LES OPINIONS 12

III – 1 – Des éléments nouveaux qui nuancent la première analyse

- Désenchantement a posteriori et réactions au "délogement"
- Effets en chaîne et rétroactions

III – 2 - Un bilan global actuellement plus contradictoire

- Des jugements de plus en plus contrastés
- Des éléments de satisfaction qui perdurent malgré la retombée des effets de la nouveauté
- Un regain du discours critique et du scepticisme
- Une dualisation de plus en plus marquée
- *Tableau : résultats des questionnaires fermés*

III – 3 - Difficulté à vivre le changement, perte de repères et de références

- Quelques références historiques
- Quelques repères sociologiques
- Le discours du désenchantement : plusieurs niveaux d'explication

• EN GUISE DE CONCLUSION PROVISOIRE 24

- *Grille des temporalités : évolutions*
- *Tableau : résultat des questionnaires fermés*

I-1 - RAPPEL DES OBJECTIFS ET DE LA METHODE

Le présent rapport marque la deuxième étape de la démarche d'évaluation engagée en 2008 par le GIP-GPV, et qui poursuit un double objectif :

- aborder la question du changement territorial d'un point de vue qualitatif, en complément des mesures effectuées à partir des indicateurs classiques ;
- produire une connaissance partagée des effets sociaux d'une stratégie territoriale d'ensemble à travers un suivi longitudinal sur plusieurs années.

Ce volet constitue la deuxième phase de cette démarche ; il prolonge l'enquête qualitative approfondie effectuée en 2007-2008 sur tout le territoire du Grand Projet des Villes, après un certain nombre d'ajustements méthodologiques.

• Rappel des objectifs généraux

- Comprendre les effets du renouvellement urbain sur la vie sociale et sur l'opinion des habitants (voir infra les questionnements thématiques)
- Produire une connaissance partagée pour orienter l'action
- Mettre en place un suivi longitudinal sur une durée d'au moins 3 ans

• Rappel des principaux éléments de méthode

- Une démarche essentiellement qualitative (*voir rapport n° 1 page 7*),
- Une approche du territoire et des publics à travers un panel de 6 "situations habitantes", correspondant à la fois à des sites caractéristiques des modes d'occupation de la rive droite et à des positionnements vis à vis du renouvellement urbain :
 - territoires de logements sociaux directement concernés par une opération de démolition/reconstruction (*Floirac Libération, Cenon 8 mai 45, Lormont Carriet...*)
 - territoires de logements sociaux concernés par une réhabilitation ou une résidentialisation (*Cenon la Sarailière, la Marègue...*)
 - territoires potentiellement sensibles mais non concernés par les projets actuels (*Floirac cité du Midi, Bassens Le Moura...*)
 - Territoires riverains de secteurs de sites de logements sociaux (*Floirac Jean Jaurès, Cenon Bérénice...*)
 - Secteurs pavillonnaires éloignés des sites de logements sociaux (*Floirac la Burthe, Cenon les Cédres...*)
 - Nouveaux quartiers ou nouvelles opération d'habitat (*Floirac Sérillan, Lormont Carré des Iris...*)

- Utilisation de 3 catégories d'outils :
 - des entretiens semi-directifs approfondis à domicile,
 - un questionnaire fermé établi à partir des éléments issus des entretiens qualitatifs et passé dans l'espace public,
 - des outils issus de la psycho-sociologie, comme le questionnaire d'identité topologique ou les cartes mentales (utilisation auprès des jeunes des 4 collèges).

I - 2 - LES ELEMENTS D'ANALYSE ISSUS DE LA PHASE 1

- Le premier volet de l'enquête s'est attaché à explorer un certain nombre de **questions relatives aux objectifs explicites ou sous-jacents du renouvellement urbain**, et à en apprécier les effets sur la vie sociale du territoire concerné :
 - **banalisation des quartiers d'habitat social** dans un contexte de renouvellement urbain (recul de l'effet de "cité") ;
 - **évolution éventuelle des inscriptions territoriales et des identifications sociales** ;
 - **modifications des perceptions, des représentations, et des images** (image des lieux, image de soi, image des autres) ;
 - **identification, le cas échéant, de nouvelles pratiques urbaines et de nouvelles expériences sociales** (glissement dans les statuts et les positionnements sociaux, remise en question des solidarités anciennes, etc...) ;
 - **déplacement des attentes et des besoins**, mais aussi des inquiétudes et des projections dans l'avenir ;
 - **déplacement des pratiques, des usages et du champ des relations sociales territorialisées.**

- **Les principales tendances observées à l'issue de cette première phase d'enquête** peuvent se résumer schématiquement à travers les points suivants :
 1. **C'est le tramway qui apparaît au premier chef comme le symbole le plus emblématique du changement territorial**, au point de faire souvent écran à d'autres considérations moins spectaculaires ou moins transversales ;
 2. **Le renouvellement urbain apparaît globalement comme un changement légitime et attendu**, une étape logique dans la remise à niveau d'un territoire dont on dénonce assez largement la réputation injuste qui lui est faite à l'extérieur ;
 - à ce titre il s'agit plus d'un "rattrapage" normal que de l'avènement d'une ère nouvelle (la physionomie des lieux s'ajuste enfin à la représentation qu'on en avait déjà),
 - ce changement d'image revalorise implicitement, à des degrés variables, le statut d'habitant du secteur.

3. **Un projet global mais des perceptions fragmentaires** : peu de personnes interrogées appréhendent la globalité du changement à l'échelle de la rive droite, le principal vecteur de connaissance restant les constats tangibles effectués à partir des trajets quotidiens ;
 4. **Les appartenances territoriales sont multiples autant que flexibles** :
 - **La rive droite génère une "identification sans assimilation"** : on se situe dans l'agglomération par démarquage d'avec la rive gauche, sans pour autant se sentir nécessairement solidaire des autres secteurs de la rive droite ;
 - **Un lien particulièrement fort avec la commune** : c'est de loin le niveau d'appartenance le plus revendiqué, avec en général une identification très forte de l'institution municipale ;
 - **Le quartier, une dimension faiblement identitaire** : même lorsqu'il constitue un vecteur réel de sociabilités, le quartier n'est que très rarement revendiqué comme un territoire d'appartenance. L'identification à l'échelle communale est à l'évidence moins restrictive et plus valorisante.
 5. **Changement urbain et changement social : réserves, scepticisme, effets pervers** : les appréciations positives sur les transformations spatiales ne débouchent pas sur une lecture optimiste des évolutions sociales ;
 - *"le décor s'améliore, les problèmes restent"...*
 - on relève nombre d'ambiguïtés sur les formes urbaines et la valeur des lieux (*"à quoi bon démolir les tours si c'est pour remplir tous les espaces libres"...*) ;
 - il y a de fortes ambivalences par rapport aux effets à terme de la diversité sociale : l'arrivée d'habitants de catégories différentes est souvent vécue comme un facteur de déclassement ;
 - les relations entre "anciens" et "nouveaux" sont souvent encore incertaines.
 6. **Des attentes qui se standardisent** : dans les sites nouveaux ou reconstruits, le *riverain*, attentif aux commodités résidentielles prend souvent le pas sur l'*habitant de quartier* en quête d'échanges de proximité.
- Par ailleurs, il est apparu de manière extrêmement prégnante que la prise en compte de la dimension temporelle était essentielle dans la compréhension des positionnements et des attitudes des habitants concernés par le renouvellement urbain.

Les phases temporelles qui se succèdent dans le "vécu" des habitants tout au long du processus de Renouvellement Urbain se résument de la manière suivante :

- **Une phase pré-ORU** : *phase d'expectative, marquée par la crainte de ce qui va disparaître, du relogement que l'on redoute et par une méfiance généralisée vis à vis d'un processus avant tout subi ("temps du phantasme") ;*
- **Une phase d'amorçage** : *concrétisation de la situation, visibilité des projets et des réalisations, perception individualisée à travers la négociation du relogement ("temps du tangible") ;*

- **Une phase transitionnelle** : *passage d'un état ancien à un état nouveau, recherche de nouveaux repères, gestion d'une situation intermédiaire, jugements bruts et sans recul ("temps du constat") ;*
 - **Une phase d'acclimatation** : *repositionnement dans le nouveau contexte, mise en place de nouvelles relations et de nouveaux usages ("temps de l'adaptation") ;*
 - **Le temps post ORU** : *stabilisation dans un nouveau cadre de vie ("temps de la régénération")*
- 2 constats accompagnent cette lecture des phases successives :
1. Les positionnements des habitants concernés au cours de chacune des phases décrites dépendent de 3 types de facteurs :
 - **des facteurs intra-personnels** (psychogénèse) : parcours résidentiel, génération, projection dans l'avenir, présence d'enfants, degré de mobilité...
 - **des facteurs interpersonnels** (sociogénèse) : appartenances, positions sociales, sociabilités, sécurité/insécurité, rapports aux institutions...
 - **des facteurs liés à l'environnement** (topogénèse) : qualité de l'habitat, valeur du lieu, accessibilité, commodités...
 2. L'enchaînement des phases suscite des points de vue qui vont, dans la grande majorité des cas, du plus négatif (réticences, craintes exacerbées) au plus positif (satisfaction globale).

La première phase d'enquête a eu lieu entre janvier et juin 2008, cette dernière date constituant le temps "temps 0" à partir duquel s'établissent les éléments d'analyse qui font l'objet d'une observation sur la durée.

La phase 2 a eu lieu entre mai et octobre 2009, qui constitue le "temps 1" de l'analyse.

II – 1 - ADAPTATIONS METHODOLOGIQUES POUR LA PHASE 2

- Même si elle s'est appuyée sur le même schéma méthodologique que la phase 1, **la phase 2 s'est déroulée selon un protocole partiellement simplifié** :
 - **d'une part, il s'agit d'une mise à jour et non plus d'une exploration initiale**, ce qui se traduit logiquement par un volume d'enquête moins important (il ne s'agit plus d'établir une lecture analytique globale mais de mesurer des évolutions à partir d'un premier état de celle-ci) ;
 - **d'autre part, un certain nombre d'ajustements ont du être effectués** au regard de l'étendue et de la diversité du territoire étudié, qui s'est révélé très inégal quand à sa pertinence vis à vis du thème étudié :
 - resserrement du nombre de sites enquêtés,
 - élimination des secteurs qui se sont avérés trop éloignés du sujet (les sites qui ne "parlent" pas, les secteurs les plus excentrés, le pavillonnaire...),
 - concentration sur des sites "à enjeu" ou justifiant d'une observation particulière quant à ses évolutions ;
 - enfin un certain nombre d'outils méthodologiques ont été réajustés, soit parce qu'ils se sont révélés inutilement complexes et difficilement reproductibles, soit parce qu'ils ne produisaient pas totalement ce que l'on pensait initialement pouvoir en attendre :
 - simplification des échelles pour l'analyse des identités topologiques,
 - simplification des outils de psycho-sociologie (questionnaire auprès des collégiens allégé au profit d'un temps d'échange plus important).

□ Les sites enquêtés au cours de cette phase

• Bassens

- **Le Bousquet** : opération terminée, en phase "post ORU", sortie positive à vérifier dans la durée

• Cenon

- **8 Mai 45** : secteur de démolition/reconstruction, entre phase d'acclimatation et phase "post-ORU"
- **La Sarailière, La Marègue** : opérations de résidentialisation, entre phase d'acclimatation et phase "post-ORU"
- **Bas Cenon / ZAC Pont Rouge** : situation singulière sur le bas, en continuité avec la nappe urbaine bordelaise

• Lormont

- **Bois Fleuri** : site réputé difficile, entre phase d'amorçage et phase d'acclimatation (relogement partiel)
- **St Hilaire** : site complexe en restructuration importante, entre pré ORU et phases avancées suivant les résidences
- **Les Cimes / La Ramade** : une phase d'amorçage difficile sur un site entièrement nouveau
- **Carriet** : opération terminée dans sa partie logement, en phase "post ORU", avec de nouvelles cohabitations

• Floirac

- **Cité du Midi** : résidence non concernée par le changement mais située à proximité immédiate des ORU
- **Libération** : phase pré ORU, relogement déjà avancé

□ L'échantillon enquêté :

- 166 habitants rencontrés ;
 - 44 entretiens qualitatifs approfondis, 122 questionnaires
- Profil de l'échantillon : voir infra

Profil de l'échantillon pourcentages	Profil de l'échantillon effectifs
<p><u>Le sexe :</u> 35 % d'hommes 65 % de femmes</p>	<p><u>Le sexe :</u> 58 hommes interviewés 108 femmes interviewées</p>
<p><u>L'âge :</u> 27 % de 18-34 ans 45 % entre 35-59 ans 28 % de 60 ans ou plus</p>	<p><u>L'âge :</u> 45 habitants de 18 à 34 ans 74 habitants de 35 à 59 ans 47 habitants de 60 ans ou plus</p>
<p><u>Activité professionnelle :</u></p> <p>49 % d'actifs parmi lesquels : 34 % sont en emploi 15 % sont en recherche d'emploi</p> <p>51 % d'inactifs parmi lesquels : 32 % de retraités 2 % en incapacité de travailler 17 % d'autres inactifs</p>	<p><u>Activité professionnelle :</u></p> <p>81 actifs parmi lesquels : 57 sont en emploi 24 sont en recherche d'emploi</p> <p>85 inactifs parmi lesquels : 53 retraités 4 en incapacité de travailler 28 autres inactifs (étudiants, au foyer...)</p>
<p><u>Situation conjugale :</u> 51 % de couples 39 % de personnes isolées 10 % vivant chez leurs parents</p>	<p><u>Situation conjugale :</u> 85 couples 64 personnes isolées 17 vivant chez leurs parents</p>

Profil de l'échantillon pourcentages	Profil de l'échantillon effectifs
<p><u>Situation familiale :</u> 42 % avec enfant(s) à charge 58 % sans enfants à charge</p>	<p><u>Situation familiale :</u> 70 personnes avec enfant(s) à charge 96 personnes sans enfants à charge</p>
<p><u>Motorisation du ménage :</u> 48 % ne disposent d'aucun véhicule 52 % disposent au minimum d'1 véhicule</p>	<p><u>Motorisation du ménage :</u> 79 ne disposent d'aucun véhicule 87 disposent au minimum d'un véhicule</p>
<p><u>Ancienneté dans le logement :</u> 2 % présents depuis moins d'1 an 28 % présents depuis 1 à 4 ans 20 % présents depuis 5 à 10 ans 50 % présents depuis plus de 10 ans</p>	<p><u>Ancienneté dans le logement :</u> 4 présents depuis moins d'1 an 45 présents depuis 1 à 4 ans 34 présents depuis 5 à 10 ans 83 présents depuis plus de 10 ans</p>

L'échantillon dans les collèges (94 jeunes enquêtés)

Profil de l'échantillon pourcentages	Profil de l'échantillon effectifs
<p>Collège d'appartenance : 23 % d'élèves du collège M. de Montaigne (Lormont) 24 % d'élèves du collège Y. du Manoir (Floirac) 28 % d'élèves du collège M. Cormier (Bassens) 24 % d'élèves du collège J. Zay (Cenon)</p>	<p>Collège d'appartenance : 22 élèves du collège M. de Montaigne (Lormont) 23 élèves du collège Y. du Manoir (Floirac) 26 élèves du collège M. Cormier (Bassens) 23 élèves du collège J. Zay (Cenon)</p>
<p>Le sexe : 59 % d'hommes 41 % de femmes</p>	<p>Le sexe : 55 hommes interviewés 39 femmes interviewées</p>
<p>L'âge : Moyenne d'âge : 14,2 ans 9 % de 13 ans 68 % de 14 ans 23 % de 15 ans et plus</p>	<p>L'âge : Moyenne d'âge : 14,2 ans 8 collégiens de 13 ans 64 collégiens de 14 ans 22 collégiens de 15 ans et plus</p>
<p>Commune de résidence : 18 % de Cenonnais 21 % de Lormontais 16 % de Bassenais 19 % de Floiracais 26 % d'autres communes</p>	<p>Commune de résidence : 17 habitants de Cenon 20 habitants de Lormont 15 habitants de Bassens 18 habitants de Floirac 24 habitants d'autres communes</p>

Profil de l'échantillon pourcentages	Profil de l'échantillon effectifs
<p>Motorisation du foyer : 11 % ne disposent d'aucun véhicule 89 % disposent au minimum d'1 véhicule</p>	<p>Motorisation du foyer : 10 ne disposent d'aucun véhicule 84 disposent au minimum d'un véhicule</p>
<p>Ancienneté dans le logement : 4 % présents depuis moins d'1 an 23 % présents depuis 1 à 4 ans 28 % présents depuis 5 à 10 ans 42 % présents depuis plus de 10 ans</p> <p>3 % d'élèves avec une ancienneté inconnue</p>	<p>Ancienneté dans le logement : 4 présents depuis moins d'1 an 22 présents depuis 1 à 4 ans 26 présents depuis 5 à 10 ans 39 présents depuis plus de 10 ans</p> <p>3 élèves avec une ancienneté inconnue</p>

Dans la logique d'une enquête longitudinale réitérée à une fréquence régulière sur plusieurs années, la grille de questionnement reste la même que celle utilisée lors de la première phase, indépendamment des quelques ajustements opérationnels évoqués plus haut.

La deuxième phase d'enquête est cependant moins lourde. Sur les bases des éléments issus de la phase 1, les objectifs sont :

- d'une part, d'approfondir les observations effectuées et de vérifier les tendances générales repérées et leurs variations éventuelles,
- d'autre part, d'approfondir certaines questions thématiques et de porter un regard plus précis sur quelques points ou situations identifiés comme particulièrement problématiques et/ou significatifs, susceptibles d'éclairer des positionnements ultérieurs en terme de poursuite du renouvellement urbain.

La présente phase de l'étude s'est donc principalement focalisée sur les questions suivantes :

- **Vérification de l'enchaînement des étapes** de la grille de temporalité, et en notamment de la direction généralement positive qui semble la sous-tendre à l'échelle des premières années ;
- **Approfondissement de la question des rapports entre anciens et nouveaux habitants** sur les sites ayant fait l'objet d'une restructuration profonde, en particulier dans les situations où pouvaient être présumées des difficultés latentes ;
- **Lecture affinée des positionnements ambigus relevés en première phase sur la question de la mixité sociale**, censée par définition impulser une dynamique vertueuse sur les territoires et qui, dans de nombreux cas, paraît au contraire génératrice d'un sentiment de déclassement ;
- **Approfondissement des questions soulevées à propos des formes urbaines et des jugements portés sur la morphologie de l'habitat nouveau** (incompréhensions sur certains partis adoptés concernant le bâti ou les espaces publics) ;
- **Identification de l'évolution des rapports noués avec les territoires et du déplacement des besoins et des attentes en matière de services publics et de services à la population, au sens large.**

III – 1 – DES ELEMENTS NOUVEAUX QUI NUANCENT LA PREMIERE ANALYSE

Cette seconde phase de l'étude, un peu plus recentrée que la précédente sur des sites directement intéressés par des opérations de renouvellement urbains et intervenant à une autre période du projet d'ensemble (au moment d'opérations lourdes sur Lormont Génicart, notamment), **recoupe très largement les conclusions de la première phase mais fait apparaître des nuances ou des variations sur certains aspects, de même qu'elle soulève de nouveaux questionnements sur le thème du rapport des habitants au logement et, partant, sur les conditions d'adhésion ou de résistance au changement** chez un certain nombre de personnes concernées.

Ce qui est à relever en priorité, c'est le fait que **les attitudes déifiantes ou plus franchement critiques qui s'expriment dans un certain nombre de cas ne se situent plus exclusivement dans les phases préparatoires des ORU**, lesquelles ont été identifiées jusqu'à présent comme les phases les plus sensibles et les plus critiques avant que les inquiétudes du départ ne finissent par se réduire, sinon par se résorber.

Désenchantement a posteriori et réactions au "délogement"

Ces observations ne sont pas de nature à remettre en cause la dynamique positive d'ensemble relevée en première analyse à travers la "grille des temporalités" qui jalonne le parcours des habitants tout au long des opérations.

→ **Elles introduisent néanmoins une nuance importante à travers le fait que, dans certaines circonstances, la déception peut aussi l'emporter sur la satisfaction à l'issue de l'opération** (expression d'un certain "désenchantement").

C'est une attitude qui s'observe dans des situations de fin d'ORU, en "phase de stabilisation" selon la grille de temporalité ou dans une moindre mesure en "phase d'acclimatation". En pratique, si ce n'est pas vraiment le cas au Bousquet, à Bassens, où les doléances renvoient plus à des cas particuliers sans références à l'ensemble du quartier, ça l'est déjà un peu plus à Cenon, au 8 mai 45 ou à la Marègue, mais sans que l'on puisse y voir non plus un retournement d'opinion.

En revanche ce type de situation assez représentatif de la réalité de Lormont haut Carriet, où l'on commence à percevoir un sentiment de régression par rapport à la satisfaction assez générale du début.

Cela est dû, au premier chef, au fait que les résidents ne voient pas toujours pas la fin d'une opération dont les premières tranches de logement ont été livrées il y a plusieurs années : réalisation du parc actif encore embryonnaire, équipement commercial pas encore stabilisé, nouvelle tranche de démolition à venir place Magendie.

Plus explicitement, il n'est pas difficile de comprendre que c'est le fait d'avoir vu ressurgir des phénomènes typiques de la situation précédente que l'on imaginait disparus avec la refonte générale des lieux (regroupements en pied d'immeubles, perturbations dans l'espace public) qui est à l'origine de ce désenchantement, notamment pour ceux qui vivaient déjà sur le quartier.

Dans ce cas précis, le retour du sentiment que *“ça ne changera jamais”* a des effets assez dévastateurs sur la perception générale du renouvellement urbain et de sa capacité à faire sortir les quartiers des anciennes logiques de “cité”.

→ Elles mettent également en exergue un élément dont la prégnance n'était pas apparue aussi fortement jusqu'ici : **chez certains locataires, le sentiment de subir une situation qu'ils n'ont pas souhaitée** et dont ils estiment qu'ils ne maîtrisent ni les tenants ni les aboutissants **se traduit parfois par un rejet virulent de la démarche d'ensemble** (et de la technostructure qui la porte, souvent identifiée au bailleur), **tout en conduisant à des jugements sans appel sur les nouvelles résidences et les nouveaux logements.**

Ceci est particulièrement sensible dans les “phases transitionnelles”, quand s'exprime un jugement brut et sans recul sur les nouvelles situations habitantes.

C'est à Lormont Génicart que l'on a rencontré la traduction la plus flagrante de cet état d'esprit, avec le relogement mal vécu de certains bâtiments du Bois Fleuri, la livraison des premières tranches neuves sur le secteur Saint-Hilaire et plus encore avec l'expérience du transfert d'une partie de la résidence des Cimes sur le nouveau quartier de La Ramade, qui s'est effectué dans un climat particulièrement tendu.

A tort ou à raison, cette dernière expérience cristallise de manière emblématique le sentiment qu'ont certains locataires de n'être que le jouet de choix avant tout économiques et immobiliers (*“il n'y avait aucune raison de démolir des tours qui étaient en très bon état”*), et concentre à peu près toutes les critiques, étayées ou non, qui peuvent porter sur le neuf en général : taille des logements, rapport surface/prix, abords non terminés, malfaçons dans la construction et problèmes techniques à la livraison, éloignement par rapport aux commodités du quartier, déficit de stationnements, nouvelles modalités de calcul des charges, etc...

Rien ne permet, au stade actuel du renouvellement urbain, de conclure qu'il s'agit pour ces personnes d'un jugement définitif ou d'un échec rédhibitoire, les situations évoquées étant encore provisoires sous bien des aspects et l'intégration à un nouvel habitat demandant, en tout état de cause, une période nettement plus longue.

Cela invite néanmoins à rappeler le fait que, quelles que puissent être la légitimité et la pertinence des opérations concernées, elles s'adressent pour une large part à **un public socialement et/ou psychologiquement fragile, non demandeur a priori d'un changement dont il ne maîtrise ni le moment ni les conditions.** Ce faisant, elles remettent en question la précédente condition habitante, rarement idéalisée mais qui avait en général le mérite de constituer, parfois depuis très longtemps, un repère constant et une charge économique relativement peu variable.

L'émergence inédite mais réitérée du terme de **“délogement”** au cours des entretiens est particulièrement significative à cet égard : *“C'est ici que j'ai pu me reconstruire, alors depuis mon délogement, je ne dors plus”*. *“Quand j'ai appris qu'on allait être délogé...”*

L'émergence, ou du moins la montée en puissance de ces nouvelles données dans le champ de l'analyse du changement social et de l'opinion publique sur le renouvellement urbain de la rive droite **amènent à formuler au moins deux remarques** par rapport aux conclusions de la première phase ;

- D'une part on constate que, **si les positionnements continuent indiscutablement d'évoluer selon un axe diachronique, la lecture de la grille de temporalité ne peut pas s'appréhender de façon strictement linéaire**, avec une progression univoque de la réticence plus ou moins marquée vers une satisfaction relative.

Au stade actuel de l'étude et du processus de renouvellement urbain, on peut relever que **les phases qui succèdent à l'installation dans un nouveau logement tendent à se scinder en 2 directions**, vers la réussite ou vers déception pour le dire simplement, en fonction de paramètres liés à l'évolution globale du secteur urbain concerné (consolidation, incertitude ou sentiment de régression) et/ou en fonction de données portant plus directement sur l'installation dans le nouveau logement, ce qui se prolonge en général par des jugements abrupts sur le nouveau quartier.

- D'autre part, le rôle des réseaux interpersonnels d'échanges et de relations paraissant toujours aussi prégnant dans la formation et la diffusion de l'opinion sur le territoire de la rive droite, il s'avère que **les retours d'expériences considérés comme négatifs sur une opération donnée alourdissent immédiatement le pessimisme et le climat de défiance dans les quartiers qui sont encore en phase amont**.

Ainsi, les discours critiques qui ont pu être émis lors de la livraison des premiers logements de la Ramade ont ils eu des échos presque immédiats chez les habitants du bas Floirac en attente de relogement (*"en tout cas, c'est pas là qu'ils me mettrons !"*), quand bien même il ne s'agit ni du même secteur de la rive droite, ni de la même commune, ni du même bailleur.

Indépendamment des évolutions précédemment évoquées, il ne fait pas de doute que **le socle des éléments qui sous-tendent les représentations générales de leur territoire chez les habitants** des quartiers en cours de renouvellement sur la rive droite **reste très largement celui qui avait été identifié en première analyse.**

Ainsi **la lecture globalement positive de l'évolution générale du territoire ne se dément pas**, même si un certain effet de banalisation ne manque pas d'être observé, en particulier sur les éléments qui avaient, à leur arrivée, incarné le changement de la façon la plus spectaculaire.

Des jugements de plus en plus contrastés

Mais en même temps, **les réticences ou les points critiques qui avaient pu être relevés restent eux aussi globalement les mêmes, avec cependant un phénomène observable d'accentuation** lié, entre autres, à la généralisation du processus de transformation et à son impact de plus en plus global sur la physionomie des lieux.

Il est à noter que **cette dichotomie n'oppose pas mécaniquement des objets de satisfaction et des objets de mécontentement** qui seraient unanimement classifiés comme tels ; **elle recouvre aussi très largement des opinions divergentes sur les mêmes phénomènes**, certains les jugeant positifs du point de vue de l'évolution du territoire quand d'autres y voient une perte de singularité préjudiciable à un mode de vie auquel ils étaient attachés.

Des lignes de partage apparaissent aussi très clairement en fonction des échelles de territoires considérées et des valeurs d'usage ou symboliques qui s'y rattachent. Ainsi il n'est pas rare de recueillir des discours dans lesquels la transformation du quartier habité fera l'objet d'un jugement positif, en même temps que l'évolution globale de la morphologie urbaine du secteur pourra susciter de vives critiques.

Tout semble d'ailleurs indiquer qu'**au fur et à mesure que s'étend et se généralise l'évolution physique, structurelle et fonctionnelle du territoire de la rive droite, les représentations auxquelles il donne lieu sont de plus en plus contrastées**, notamment en fonction des positions sociales et des parcours résidentiels de ceux qui les énoncent.

En ne retenant que les thématiques les plus générales, on peut ainsi distinguer :

- *Des éléments de satisfaction qui perdurent malgré la retombée des effets de la nouveauté*
 - **le tramway**, bien entendu (même si l'aspect ludique qu'il revêtait au début ne semble plus être qu'un lointain souvenir) et, plus largement, **la relation à l'agglomération**, aujourd'hui totalement intégrée et banalisée ; on notera toutefois que le satisfecit accordé au tramway et au service qu'il rend est très fréquemment pondéré par **un discours critique sur la régression qualitative des liaisons par autobus**, qu'il s'agisse de points de desserte ou des fréquences.

- **Les équipements collectifs** d'une manière générale, avec une mention particulière pour les équipements d'envergure qui rehaussent le statut du territoire au delà de la plus value fonctionnelle qu'ils amènent (la polyclinique Bordeaux Rive Droite, essentiellement).

Il est à noter que **la connaissance des équipements collectifs reste toujours aussi fragmentaire**, et demeure liée à la proximité ou aux contenus pour ceux qui en ont l'usage, aux trajets habituels pour ceux qui sont capables de mentionner des établissements qu'ils connaissent sans pour autant les fréquenter.

- **La qualité des espaces, l'embellissement** : ce qui se dégage de manière convergente et positive c'est surtout l'**idée générale et indifférenciée de "modernisation"** associée à la transformation urbaine, en dépit de variations considérables dans les jugements et appréciations portés sur tel ou tel secteur en fonction de critères souvent très subjectifs.

- **La banalisation des sites, l'image des quartiers** : c'est un thème qui reste dans l'ensemble un élément de convergence, la disparition ou la restructuration lourde de résidences particulièrement dégradées ou à la mauvaise réputation indélébile (la Marègue, typiquement), ayant localement pour effet la **mise à distance des "problèmes de cité" les plus criants**.

Il n'en demeure pas moins que **certaines résidences sont toujours aussi mal connotées** et continuent de peser lourdement sur la réputation de certains secteurs (Bois Fleuri, Dravemont, Libération, entre autres).

Par ailleurs le retour sporadique ou plus régulier de problèmes caractéristiques de la situation antérieure après une certaine période de calme a tôt fait de réactiver les opinions les plus sceptiques rencontrées au début des opérations.

- *Un regain du discours critique et du scepticisme*

Le scepticisme global ou partiel sur les effets à long terme du renouvellement urbain, et notamment sur les évolutions sociales qu'il est censé promouvoir, était déjà largement présent lors de la phase initiale d'étude. Au moment de la présente enquête, on relève que **certaines positions critiques ont plutôt tendance à se renforcer et à se structurer autour des deux dimensions urbaine et sociales**.

- **Sur l'occupation de l'espace, les formes urbaines et la densité :**

Une tendance se confirme assez nettement avec l'élargissement et l'intensification des opérations d'aménagement de toute nature : celle d'**un rejet de la densité et de la continuité urbaine**, qui se focalise notamment sur la consommation progressive d'espaces libres.

Alors qu'émergeait surtout au début de l'enquête un discours critique sur les formes architecturales produites (auquel se rajoutent maintenant des doutes sur la qualité du bâti à long terme), c'est de plus en plus la notion de densité qui fait aujourd'hui débat.

Il se confirme que, **pour les habitants historiques de la "ZUP", il y a un réel attachement à une typologie urbaine dont la valeur spécifique est basée sur les vides, les discontinuités, la distance.** Beaucoup d'habitants du plateau déclarent ainsi leur attachement au fait de pouvoir profiter de *"la place", "l'espace", "la verdure", "la nature"*, et affichent le sentiment d'une régression irréversible de ces divers éléments, aggravée par l'idée que la coupure géographique avec l'agglomération (par le coteau, les espaces naturels) se réduit : *"on met de la ville partout", "on est rattrapé par Bordeaux"...*

Au delà des aspects formels de la transformation de l'espace, de la perte des repères habituels et de l'adaptation nécessaire des pratiques et des usages, on perçoit que **cette réticence touche aussi à l'ampleur et au rythme du changement à l'œuvre**, difficile à vivre par beaucoup d'habitants de condition sociale modeste qui avouent se sentir déstabilisés par cette accélération de l'histoire et par la disparition corrélative du "monde" auquel ils se référaient jusque là, quand bien même celui-ci était loin d'être un idéal. Cela s'exprime à travers le sentiment général de "trop" : **"trop de monde, trop de bâti, trop vite"...**

- **Sur le bien fondé général des opérations à partir du moment où apparaissent des difficultés d'adaptation :**

Les différents facteurs de "désenchantement" évoqués précédemment, et en particulier les difficultés rencontrées lors de l'entrée dans du logement neuf engendrent, au moins à court terme, des attitudes parfois agressives qui interpellent la légitimité même de certaines opérations et traduisent une fois encore le caractère subi d'une situation dont on ne possède pas toutes les ressources pour la maîtriser : **"On savait depuis le début que ce n'était pas fait pour nous"**.

Cette attitude renvoie implicitement à la lecture souvent très dualiste que se font de la diversité sociale les habitants les plus modestes, qui dénoncent l'objectif affiché de *"mettre des riches"* dans les quartiers renouvelés, une logique qui, à leurs yeux, ne peut que les exclure à plus ou moins long terme de ces territoires. Ce sentiment diffus d'un inexorable déclasserement commençait déjà à poindre dans les premières phases de l'étude.

Une dualisation de plus en plus marquée

Au fur et à mesure que s'enchaînent les opérations urbaines et la diversification sociologique de la rive droite, on perçoit de plus en plus nettement le fait que les ressorts de la territorialité et les représentations sociales liées à l'habitat se démarquent de façon parfois radicale entre :

- **les nouveaux arrivants**, qui sont la plupart du temps sans a priori ni représentations préalables, et qui se déclarent en général largement satisfaits de leur situation résidentielle sur la rive droite, que ce soit pour la localisation, la desserte, la qualité de vie ou les commodités (la notion de "cité" leur est étrangère... à moins que leur entourage ne les ait mis en garde contre l'idée de s'installer sur la rive droite !)

- **les autochtones**, qui développent des attitudes de plus en plus ambivalentes vis à vis de leur territoire, et notamment des jugements contradictoires qui se télescopent entre :
 - les bénéfices formels apparents dans la transformation de leur cadre de vie, les services, l'attractivité, la nouvelle valeur des lieux ;
 - les nouvelles situations résidentielles qui leur sont faites et en particulier les nouvelles conditions locatives dans le cas du neuf, qui génèrent des ruptures profondes dans les repères, les statuts et les modes de vie.

De fait, la question des cohabitations entre anciens et nouveaux se pose moins, aujourd'hui, en terme de confrontation qu'en terme de représentations du territoire (des groupes qui voisent tout en "n'habitant pas le même monde", comme par exemple très net dans le bas Cenon ou le haut Carriet). Ce n'est évidemment pas un problème en soi (la ville est faite par définition de ce type de coprésence), mais c'est un facteur aggravant du sentiment de déclassement et de perte d'identité et de repères.

NB : cette question de la distance sociale dans la cohabitation et du voisinage choisi ne se pose d'ailleurs pas seulement dans ce type de situation ; elle joue également un rôle dans certaines résidences qui se font pas l'objet d'un renouvellement ou d'une réhabilitation, comme la cité du Midi à Floirac ou la Saraillère à Cenon, dans lesquelles l'arrivée de ménages issus de secteurs démolis n'est pas toujours bien acceptée.

Ces derniers sont perçus comme provenant de la catégorie de relogés qui ne peut pas prétendre à du logement neuf et, comme tels, considérés a priori comme des "à problèmes" : *"ce sont les habitants des tours qu'on ne pouvait pas mettre ailleurs, ils ne vont nous amener que des histoires"*.

Là encore le syndrome du déclassement est à l'œuvre, et se traduit par des tensions ou un sentiment d'insécurité accru souvent localisé sur un ou deux bâtiments seulement.

Résultats des questionnaires fermés




<u>Comparatif des résultats questionnaires fermés 2008 / 2009</u>	GLOBAL 2009	GLOBAL 2008
	Tous	Tous
	% OUI	% OUI
Avez-vous entendu parlé du Grand Projet de Ville des Hauts de Garonne ?	28%	19%
Avez-vous l'impression qu'une opération d'ensemble se mène sur les communes de la Rive Droite ?	47%	55%
Avez-vous le sentiment d'habiter une cité ?	64%	59%
Pensez-vous que la réputation de votre quartier va en s'améliorant ?	45%	54%
Avez-vous l'impression que le regard des gens extérieurs est en train de changer concernant votre quartier ?	31%	47%
Etes-vous plus fier de votre adresse maintenant ?	41%	51%
Indépendamment du tramway, la qualité de vie a-t-elle été améliorée dans votre quartier ?	52%	56%
En plus de l'évolution du paysage urbain, avez-vous constaté une amélioration sur le plan des comportements ?	31%	30%
Ces opérations ont-elles eu un impact sur vos relations du quotidien ?	21%	16%
A ce jour, avez-vous constaté une plus grande diversité parmi les habitants de votre quartier ?	56%	44%
Pensez-vous que les investissements réalisés sont justifiés ?	72%	75%
Avez-vous le sentiment que les réalisations sont faites pour durer ?	69%	71%
Considérez-vous faire parti des bénéficiaires de ces changements ?	47%	51%
Souhaitez-vous que les transformations sur votre quartier se poursuivent ?	84%	91%
Avez-vous d'autres attentes concernant votre quartier ?	74%	73%
A l'avenir, souhaitez-vous rester vivre sur votre quartier actuel ?	58%	62%
Voyez-vous d'un oeil favorable l'avenir de votre quartier ?	65%	72%

Les critères "positifs" sont globalement à la baisse, tout en restant néanmoins à des niveaux assez élevés.

Cette baisse s'explique en partie par la temporalité de l'enquête de terrain

- *Sur certains sites comme le Bousquet à Bassens ou le haut Carriet à Lormont les ORU sont achevées ou proches de l'être, et les bénéfices procurés par cette rénovation sont en quelque sorte entrés dans l'ordinaire. Les effets du changement sont maintenant intériorisés et l'enthousiasme de départ a logiquement tendance à s'estomper.*
- *D'autres sites comme Floirac Libération ou Lormont Génicart sont encore dans une phase d'amorçage ; les inquiétudes premières liées au changement ont tendance à se réduire, mais les bénéfices individuels ne sont pas encore tangibles.*

Le maintien des résultats à un niveau élevé, en dépit de la baisse relative constatée, reflète la persistance du jugement plutôt positif d'ensemble porté sur l'amélioration globale du cadre de vie et du fonctionnement urbain sur la rive droite en général.

Comparatif questionnaire fermé sur les 4 communes du GPV entre 2008 et 2009							
Indicateur en hausse  Indicateur en baisse  Indicateur stable 	GLOBAL	LORMONT		CENON		FLOIRAC	BASSENS
	Tous	Carriet	Génicart	La Sarailière	La Marègue/8 Mai 1945	Libération	Le Bousquet
	% OUI	% OUI	% OUI	% OUI	% OUI	% OUI	% OUI
Avez-vous entendu parlé du Grand Projet de Ville des Hauts de Garonne ?	28%	39%	21%	15%	5%	65%	20%
Avez-vous l'impression qu'une opération d'ensemble se mène sur les communes de la Rive Droite ?	47%	43%	63%	60%	45%	50%	20%
Avez-vous le sentiment d'habiter une cité ?	64%	78%	79%	85%	55%	80%	5%
Pensez-vous que la réputation de votre quartier va en s'améliorant ?	45%	39%	21%	30%	50%	40%	90%
Avez-vous l'impression que le regard des gens extérieurs est en train de changer concernant votre quartier ?	31%	30%	21%	20%	30%	25%	60%
Etes-vous plus fier de votre adresse maintenant ?	41%	48%	21%	10%	50%	35%	80%
Indépendamment du tramway, la qualité de vie a-t-elle été améliorée dans votre quartier ?	52%	43%	37%	45%	75%	40%	70%
En plus de l'évolution du paysage urbain, avez-vous constaté une amélioration sur le plan des comportements ?	31%	43%	21%	0%	35%	35%	50%
Ces opérations ont-elles eu un impact sur vos relations du quotidien ?	21%	17%	21%	10%	10%	25%	45%
A ce jour, avez-vous constaté une plus grande diversité parmi les habitants de votre quartier ?	56%	65%	42%	60%	60%	15%	95%
Pensez-vous que les investissements réalisés sont justifiés ?	72%	48%	74%	85%	80%	60%	90%
Avez-vous le sentiment que les réalisations sont faites pour durer ?	69%	65%	78%	65%	90%	60%	55%
Considérez-vous faire parti des bénéficiaires de ces changements ?	47%	30%	26%	55%	60%	35%	75%
Souhaitez-vous que les transformations sur votre quartier se poursuivent ?	84%	91%	84%	85%	75%	85%	85%
Avez-vous d'autres attentes concernant votre quartier ?	74%	87%	74%	55%	55%	90%	80%
A l'avenir, souhaitez-vous rester vivre sur votre quartier actuel ?	58%	43%	42%	40%	70%	60%	95%
Voyez-vous d'un œil favorable l'avenir de votre quartier ?	65%	48%	63%	50%	80%	55%	95%

39 lormontais → 20 habitants de Carriet et 19 habitants de Génicart
40 cenonnais → 20 habitants du 8 mai 45 et La Marègue et 20 à la Sarailière

20 floiracais 20 habitants de Libération
20 bassenais → 20 habitants du Bousquet

Les réponses sont nettement contrastées suivant les secteurs interrogés

Ces indicateurs et leur évolution constatée entre 2008 et 2009 indiquent ou confirment plusieurs tendances :

- La "grille de temporalité" comme lecture diachronique de l'évolution de l'opinion face aux changements et au renouvellement urbain, trouve une nouvelle validation à la lecture des résultats sur le quartier Libération à Floirac.

Sur l'année 2009, ce territoire est passé d'une phase pré-ORU (temps du "fantasme"), à une phase d'amorçage (temps du "tangible"). Cette évolution dans le processus a sensiblement fait évoluer positivement la perception du changement. La concrétisation des opérations de renouvellement urbain a réduit les réticences de la phase préalable. Si certains scores restent encore plus bas que sur d'autres quartiers plus avancés, on observe une évolution constante et positive de l'opinion vis-à-vis des changements à venir.

- Sur les territoires où les changements ont en grande partie été opérés, le sentiment positif lié au changement a tendance à baisser légèrement ou à se tasser. Sur des quartiers comme le Bousquet à Bassens ou Carriet à Lormont, les jugements positifs aussi bien que négatifs sont nettement moins exacerbés que lors des phases précédentes.

III – 3 - DIFFICULTE A VIVRE LE CHANGEMENT, PERTE DE REPERES ET DE REFERENCES

Si la première phase de l'étude avait permis d'établir un cadre général d'interprétation des variations des positionnements et des opinions du public concerné sur la question du changement urbain et du changement social au fil du déroulement des opérations de restructuration, cette deuxième phase a fortement mis en avant les situations qui révèlent des difficultés, pour certaines catégories, à passer d'une situation à une autre et les résistances qui en découlent.

Cela s'explique en grande partie par le fait que la période d'enquête a été celle où les cas de figure les plus susceptibles de générer de telles situations se sont trouvés en première ligne sur l'agenda du projet d'ensemble, avec en particulier la livraison d'un ensemble de logements dans un quartier neuf excentré, non encore équipé et en chantier pour encore longtemps... Cela relève aussi d'un certain nombre d'éléments de conjoncture globale qui seront rappelés plus loin.

Mais il n'est pas inutile de prendre quelques repères du point de vue de la sociologie urbaine ou de la psychologie sociale, repères qui permettent d'objectiver quelque peu des phénomènes qui ont pu être vécus de manière conflictuelle ou douloureuse, et dont on peut avancer sans grand risques de se tromper qu'ils ne pouvaient pas ne pas se produire.

Quelques repères historiques

Si l'on s'en réfère aux travaux historiques de la sociologie urbaine sur le thème de la rénovation urbaine et du changement social (Henri Coing, 1966), et même si l'on n'ignore pas que ceux-ci portaient, en l'occurrence, sur des cas de figure nettement différents, on sait que de **la rénovation urbaine a le plus souvent pour premier effet de bouleverser très rapidement un cadre de vie qui s'était constitué sur un temps beaucoup plus long.**

Dans un cadre urbain aussi rapidement renouvelé, chacun doit ainsi mobiliser à des degrés divers l'ensemble de ses ressources financières, culturelles et relationnelles pour se fabriquer une nouvelle manière de vivre et de se relier aux autres. **Les réactions aux effets de la rénovation sont donc très différentes selon les ménages et leur potentiel**, et on constate par exemple que celle-ci est d'autant mieux acceptée que le niveau de revenu est plus haut et l'âge moins élevé.

Mais l'âge et le revenu ne sont évidemment pas les seuls paramètres décisifs ; dans la très grande majorité des cas, **le logement constitue un refuge essentiel pour les ménages auxquels l'avenir paraît incertain** (chômage, précarité) et les perspectives de promotion limitées. C'est donc parmi eux que la résistance au changement est la plus forte, le fait de devoir abandonner une situation acquise, même peu enviable à certains égards, étant forcément déstabilisateur.

Le parallèle entre ces observations, qui remontent à la période du passage de l'habitat ouvrier aux grands ensembles, et la situation actuelle, à l'heure du renouvellement de ces mêmes grands ensembles, est frappant.

Quelques repères sociologiques

Même dans le cas où des groupes sociaux, en l'occurrence des catégories d'habitants, sont prédisposés à produire ou à revendiquer leur propre image ou leur propre identité sociale, cette identité collective reste indissociable du champ social global par rapport auquel elle se constitue.

A l'évidence, dans le cas des "banlieues", cette identité ne saurait exister qu'en fonction de la position qui leur est assignée par l'ensemble du corps social ; pour citer Pierre Bourdieu, il s'agit ici de "*former sa propre subjectivité à partir de l'objectivation*".

Pour les plus captifs d'entre eux, les locataires du parc social s'identifient en tant que tels et se perçoivent largement à travers un destin commun, forgé entre autres sur la *dépendance* du point de vue de leur statut habitant ; leur logement leur a été *attribué* bien plus qu'ils ne l'ont choisi, et l'essentiel de leur rapport au territoire en découle.

Mais, d'une part, cette dépendance n'exclut pas le cas échéant un investissement positif des lieux de vie et de leur environnement ; d'autre part, elle a au moins comme contrepartie une certaine sécurité matérielle et financière sur la question du logement, de même qu'elle garantit une stabilité dans le temps des repères, des références et des sociabilités quotidiennes, même si l'ensemble de ces paramètres recouvre parfois par des situations globalement difficiles.

Dans ce contexte, le changement social appelé par le renouvellement urbain peut se présenter, en théorie, comme la recherche d'un meilleur ajustement d'une société à son milieu ; mais il peut tout aussi bien être perçu comme une brutale désintégration de l'armature traditionnelle de ce même milieu.

En tout état de cause, le changement social ne va pas sans une certaine résistance. Cette *résistance au changement*, souvent présentée sous le seul angle de l'inertie sociale ou du refus d'évoluer, peut aussi s'expliquer selon Kurt Lewin, comme étant "*le coût que doivent acquitter ceux qui changent sans l'avoir voulu*".

De fait, il n'est pas absurde de considérer que la résistance au changement c'est aussi, jusqu'à un certain point, une manière de pouvoir continuer à s'affirmer dans un contexte non désiré.

Le discours du désenchantement : plusieurs niveaux d'explication

Les éléments évoqués jusqu'ici sont loin d'être totalement inédits par rapport à la première phase de l'étude, laquelle montrait qu'ils constituaient en quelque sorte une étape logique du processus.

Mais ils interviennent aujourd'hui avec une constance et une insistance qui amène quand même à s'interroger sur les raisons de leur émergence à ce stade de l'évolution du territoire.

- Quelques facteurs conjoncturels...

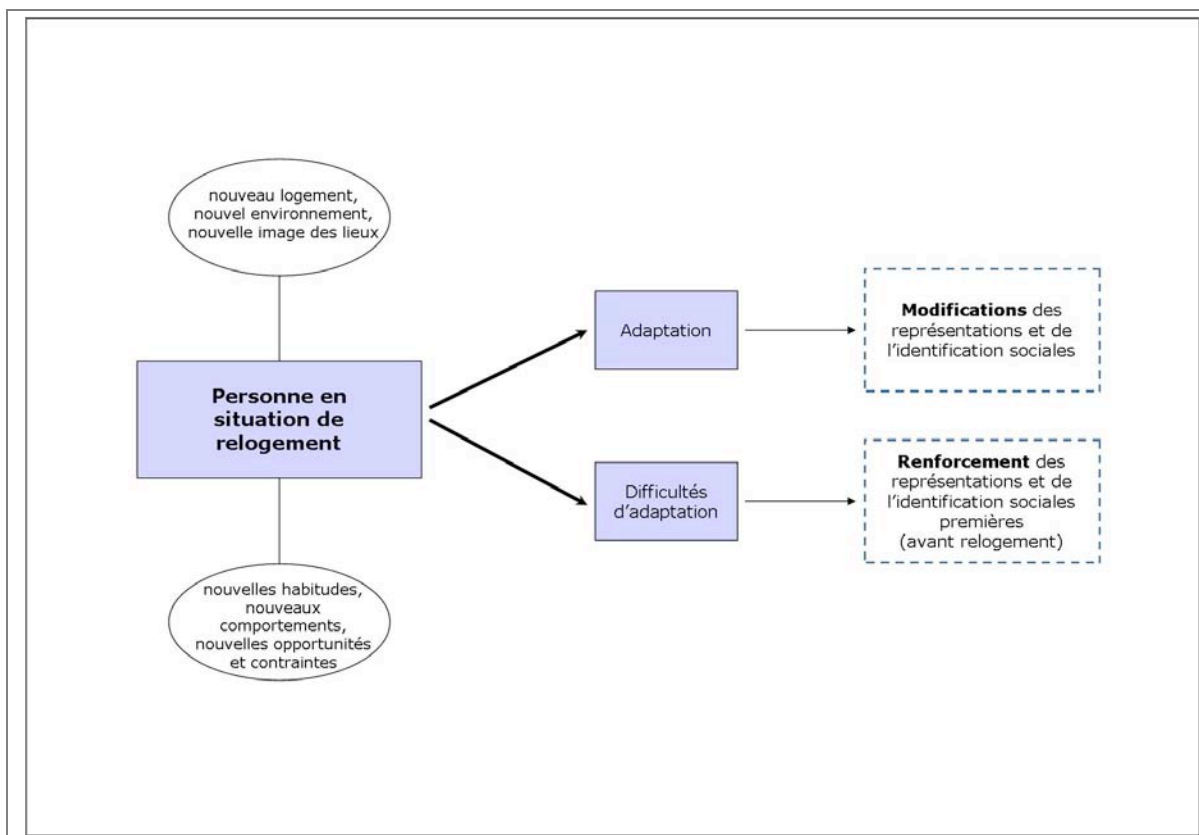
- Il y a un effet général de crise, dont on peut situer les débuts au tournant de 2008 / 2009 (la restructuration de certains quartiers arrive au moment où tout se durcit pour les plus précaires) ;
- On est à ce stade du renouvellement urbain où on livre en quantité du logement neuf, avec les inévitables problèmes techniques qui s'y rattachent (alors que les premiers relogements étaient en partie dans l'ancien) ;
- Les mouvements de relogement sont certainement un peu moins faciles dans cette phase que les toutes premières, réputées toucher d'abord les ménages les moins captifs et les plus mobiles ;
- Le temps nécessaire à l'adaptation des comportements et à l'ajustement des représentations et des sociabilités à un nouvel environnement s'étale sur plusieurs années ;
- Les inquiétudes sur le court terme (solvabilité par rapport au taux d'effort demandé) commencent à générer des phantasmes d'échec et de risques de retour en arrière ;

Ainsi les paramètres personnels, au premier rang desquels la question de la solvabilité, sont aujourd'hui au cœur des préoccupations des ménages. Dans ce contexte d'incertitude, le sentiment de perte (*"le délogement"*) l'emporte fréquemment sur la capacité à investir positivement la situation nouvelle et à dépasser les problèmes conjoncturels pour se projeter dans le long terme.

- Quelques facteurs psychosociologiques

- Pour beaucoup de ménages entraînés sans l'avoir choisi dans une procédure de relogement, la situation devient parfois intenable entre :
 - les adaptations de tous ordres nécessaires pour pouvoir assumer un nouveau statut (un locataire responsable de ses consommations énergétiques dans un appartement moderne, par exemple),
 - l'identification persistante au statut précédent ;
- Remise en cause de la stabilité dans l'habitat,
- Perte de nombreux repères territoriaux et sociaux (lieux familiers, relations de proximité, usages liés au logement),
- Insécurisation financière, sentiment (réel ou fantasmé) d'être sous la menace permanente du risque d'impayé et d'expulsion,
- perte du confort d'une certaine forme de prise en charge dans le régime locatif précédent (charges forfaitaires incluses dans les loyers, augmentations mesurées, permanence d'un univers familial, etc),
- Perte effective de pouvoir d'achat (reste à vivre) : baisse des standards de consommation sur tous les autres postes (*"avant c'était Carrefour ; maintenant, pour les courses, c'est Lidl..."*).

- Des représentations et des identifications qui évoluent ou qui se renforcent



Le temps du relogement est celui d'un changement profond, souvent subi, qui trouve une issue positive dans l'adaptation globale de la personne à son nouvel environnement.

Sur le plan des représentations et des identifications sociales notamment, cette adaptation présente parfois des difficultés indépassables : image de soi non conforme aux nouveaux critères du lieu de vie, difficultés financières qui prennent une autre dimension dans le nouveau contexte, sentiment d'être livré à soi-même face à une situation dont on ne maîtrise pas tous les éléments, etc...

Au final, le sentiment de ne pas pouvoir s'adapter face à des changements non voulus mène parfois les habitants à se replier sur leurs anciennes représentations (d'eux-mêmes, de leur quartier, des autres ...) et à les renforcer. « Rien n'a vraiment changé », « Avant au moins c'était sûr, aujourd'hui on peut se retrouver sans logement »...

• **La phase actuelle du renouvellement urbain se déroule dans une conjoncture particulièrement défavorable** (effets de la crise sur les milieux modestes), **qui se téléscopent avec un moment du processus qui semble lui-même intrinsèquement plus difficile que le précédent** si l'on considère que les ménages les plus mobiles et les plus disponibles au changement ont été plutôt concernés par la première tranche.

Dans ce contexte, on voit émerger chez les ménages en cours de relogement une attitude de défiance, largement basée sur des paramètres qui paraissent a priori personnels, mais **qui produit des effets en boucle sur la manière de percevoir les choses dans l'ensemble** des sites concernés, quelque soit le stade d'avancement du projet ;

• **Cette attitude, plus ou moins marquée suivant les sites, ne contredit pas globalement la dynamique positive identifiée dans la phase précédente ; elle coexiste avec celle-ci** en révélant un autre volet de la question, sans la remettre fondamentalement en cause.

• **Ces divers éléments consacrent une dualisation de plus en plus marquée dans la perception du territoire, et dont la ligne de partage la plus évidente est la question de la dépendance ou non à l'égard du logement** (choix effectif vs situation imposée).

• **Pour les publics les plus modestes, la dimension "subie" des situations vécues prend une place qui devient prépondérante dans l'expression des opinions sur les changements en cours** ; on en arrive à se sentir mal dans un territoire ou un quartier dont on reconnaît objectivement l'amélioration, mais *"qui ne nous ressemble plus"*...

De même, on se trouve le cas échéant confronté à des règles locatives nouvelles qui font appel à un registre de compétences et de comportement qui prend de court un grand nombre de ménages parmi les plus fragiles (gestion individualisée des charges, par exemple).

Dans cette conjoncture, si l'on se réfère à la grille des temporalités établie à l'issue de la première phase, **les questions intra-personnelles et topologiques ont tendance à prendre le pas sur les questions interpersonnelles** ; la question du quartier, de la vie de quartier, du voisinage, de la sécurité, n'est pas évoquée au premier chef (sauf dans quelques cas particuliers), ou intervient par le biais de la question du logement.

Avant de pouvoir se penser en tant qu'habitant, on est d'abord un locataire face à une situation nouvelle : c'est la priorité des priorités, avec le risque d'insolvabilité comme angoisse supérieure (hypothèse fréquente de l'échec qui pourrait aboutir à une expulsion sans retour...).

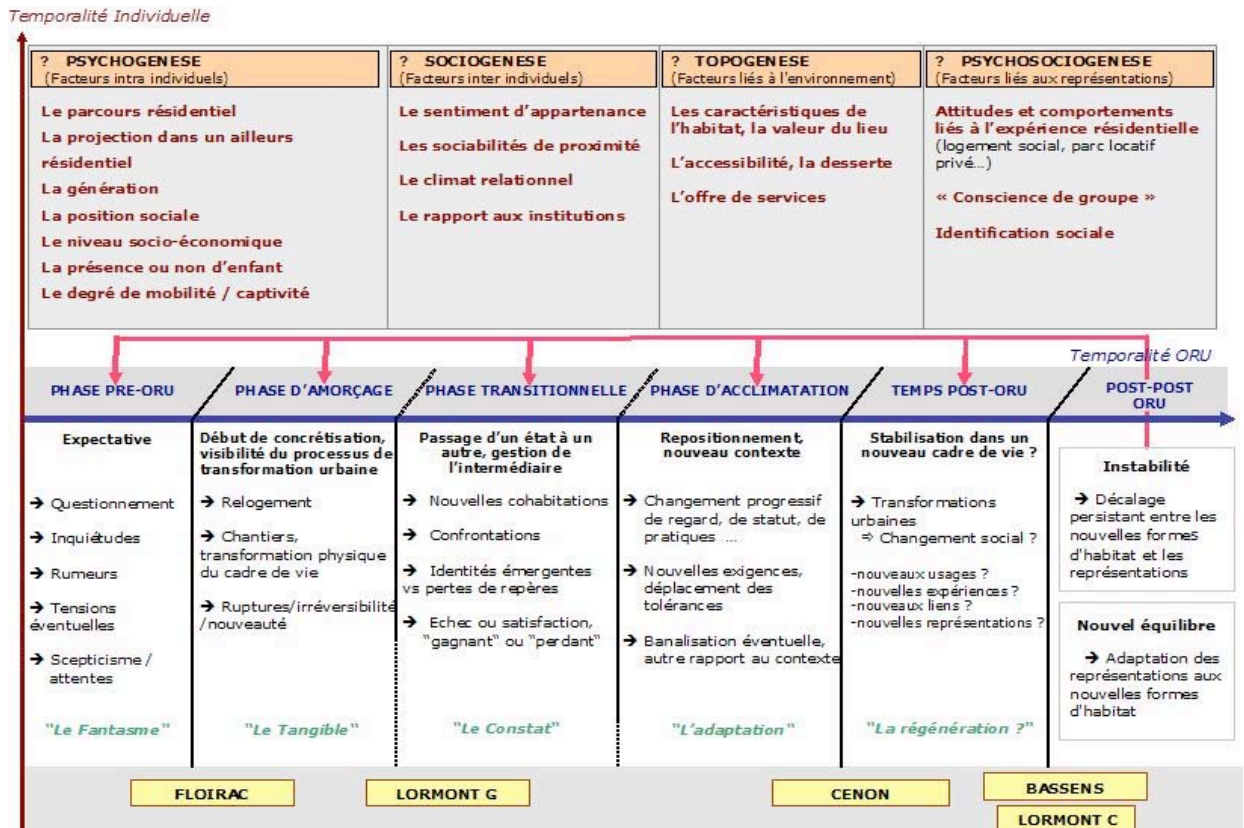
- ➔ On doit faire l'hypothèse du temps long (plus de 3 ans, en tout état de cause) pour arriver à une évaluation globalement positive du processus ;
- ➔ La demande dominante du moment est de loin celle de la réassurance et de l'accompagnement.
 - cela ne doit pas se comprendre au premier degré comme l'injonction à renforcer ou à revoir les stratégies ou les méthodes d'accompagnement déjà mises en place par les bailleurs, qui ne sont pas en cause ;
 - ce qui s'exprime ici, c'est l'exigence que les changements que vivent les habitants concernés ne se réduisent pas seulement à une aventure individuelle subie ;
 - ces changements doivent pouvoir être socialement "légitimes", et prendre du sens dans une dimension collective assumée, susceptible de permettre une identification positive et de générer de nouvelles représentations collectives.

“Cette société de l'individu nécessite une assistance individuelle, un soutien personnel tout au long de la vie, non seulement légitime mais indispensable pour faire face aux changements incessants.

Un individu aujourd'hui, c'est de l'autonomie assistée de multiples manières“.

(Alain Ehrenberg)

Grille de temporalité : évolutions



La grille des temporalités identifiées en 2008 se confirme largement. On constate qu'en phase post-ORU, la grille devient moins linéaire et se scinde en 2 scénarios distincts : une instabilité liée à des difficultés à s'adapter aux changements, ou un nouvel équilibre suite à une bonne adaptation à ces changements.

Résultats questionnaires fermés

	Tous	Carriet	Génicart	La Sarraillère	La Marègue/ 8 Mai 1945	Libération	Le Bousquet
	% OUI	% OUI	% OUI	% OUI	% OUI	% OUI	% OUI
Avez-vous entendu parlé du Grand Projet de Ville des Hauts de Garonne ?	28%	39%	21%	15%	5%	65%	20%
Avez-vous l'impression qu'une opération d'ensemble se mène sur les communes de la Rive Droite ?	47%	43%	63%	60%	45%	50%	20%
Avez-vous le sentiment d'habiter une cité ?	64%	78%	79%	85%	55%	80%	5%
Pensez-vous que la réputation de votre quartier va en s'améliorant ?	45%	39%	21%	30%	50%	40%	90%
Avez-vous l'impression que le regard des gens extérieurs est en train de changer concernant votre quartier ?	31%	30%	21%	20%	30%	25%	60%
Etes-vous plus fier de votre adresse maintenant ?	41%	48%	21%	10%	50%	35%	80%
Indépendamment du tramway, la qualité de vie a-t-elle été améliorée dans votre quartier ?	52%	43%	37%	45%	75%	40%	70%
En plus de l'évolution du paysage urbain, avez-vous constaté une amélioration sur le plan des comportements ?	31%	43%	21%	0%	35%	35%	50%
Ces opérations ont-elles eu un impact sur vos relations du quotidien ?	21%	17%	21%	10%	10%	25%	45%
A ce jour, avez-vous constaté une plus grande diversité parmi les habitants de votre quartier ?	56%	65%	42%	60%	60%	15%	95%
Pensez-vous que les investissements réalisés sont justifiés ?	72%	48%	74%	85%	80%	60%	90%
Avez-vous le sentiment que les réalisations sont faites pour durer ?	69%	65%	78%	65%	90%	60%	55%
Considérez-vous faire parti des bénéficiaires de ces changements ?	47%	30%	26%	55%	60%	35%	75%
Souhaitez-vous que les transformations sur votre quartier se poursuivent ?	84%	91%	84%	85%	75%	85%	85%
Avez-vous d'autres attentes concernant votre quartier ?	74%	87%	74%	55%	55%	90%	80%
A l'avenir, souhaitez-vous rester vivre sur votre quartier actuel ?	58%	43%	42%	40%	70%	60%	95%
Moyez-vous d'un œil favorable l'avenir de votre quartier ?	65%	48%	63%	50%	80%	55%	95%

13 montois – 20 habitants de Carriet et 10 habitants de Génicart

20 floiracais 20 habitants de Libération

13 montois – 20 habitants du 8 mai 45 et La Marègue et 20 à La Sarraillère

20 bessenais – 20 habitants du Bousquet et du Square Paul Boc

- *De manière générale, et conformément à l'évolution théorisée dans la grille des temporalités, c'est sur les territoires les plus avancés dans les ORU (Le Bousquet, Carriet, La Marègue, 8 mai 1945), que les scores obtenus sont les plus positifs, notamment s'agissant de l'image des quartiers et de la projection dans le futur (Avez-vous l'impression d'habiter une « cité » ? Pensez-vous que la réputation de votre quartier va en s'améliorant ? Souhaitez-vous rester vivre sur votre quartier actuel ?...)*
- *Sur deux des territoires observés qui sont aujourd'hui pour tout ou partie en phase post-ORU (Carriet et Le Bousquet), les divergences dans les réponses traduisent le scindement en 2 de la phase post-ORU : adaptation et satisfaction d'un coté, relative perte de repères et début d'insatisfaction de l'autre.*